

Chapitre 13 / POUR UNE SOCIOLOGIE
QUALITATIVE DE L'ENTOURAGE
PRÉSIDENTIEL
FRAGMENTS D'ÉTUDES ÉLYSÉENNES
(1974-2002)

Florian Vadillo

Rouage indispensable au fonctionnement de l'État, les entourages présidentiels n'en demeurent pas moins méconnus des sciences sociales en raison du faible nombre d'études consacrées à ce sujet et de certaines orientations imprimées aux rares travaux existants. En effet, les réflexions conduites se concentrent sur la présence de hauts fonctionnaires au sein de l'instance et n'offrent que très rarement une perspective qualitative. Mêlant approche quantitative et qualitative, cette contribution repose sur une enquête par questionnaires réalisée auprès de l'ensemble des conseillers élyséens ayant officié entre 1974 et 2002. Elle aborde la question de la trajectoire professionnelle, du recrutement à l'Élysée, de la relation nouée avec le président de la République, de la politisation, etc. Elle met en exergue la dynamique de constitution de l'entourage présidentiel et souhaite poser les jalons d'une étude qualitative plus étendue.

Mots-clés : cabinet – collaborateur – démarche qualitative – Élysée – politisation – président de la République – recrutement – science administrative – sociologie politique – trajectoire professionnelle

Rouage indispensable au fonctionnement de l'État, les entourages présidentiels n'en demeurent pas moins méconnus des sciences sociales en raison du faible nombre d'études consacrées à ce sujet, mais également de certaines orientations imprimées aux rares travaux existants. Ainsi, lorsque les chercheurs en science politique ou en sociologie politique abordent cet objet, ils semblent le faire non pour l'intérêt qu'il recèle en lui-même, mais dans le but de travailler sur le phénomène élitaire à travers l'étude des personnes qui peuplent ce lieu de pouvoir. Cette démarche procède pour partie de l'importation en France de la controverse étatsunienne qui opposa dans les années 1960 les « pluralistes » (avec à leur tête Robert Dahl) aux « élitistes » (à l'image de Charles Wright Mills). Or, le cadre de la

Cinquième République, régime réputé avoir présidé à la montée en puissance de la haute fonction publique¹, stimule ce questionnement, au point de monopoliser l'attention des chercheurs qui ont conduit de nombreuses études, aux interprétations et conclusions divergentes, durant les quatre décennies suivantes².

Pour les années 1970-1980, et sans prétendre à l'exhaustivité, on peut citer en particulier les travaux conduits par Francis de Baecque et Jean-Louis Quermone³ (avec le concours de l'Institut français de science administrative – IFSA – et de la Fondation nationale des sciences politiques – FNSP), ceux d'Ezra Suleiman⁴, de Pierre Birbaum⁵, de Pierre Bourdieu⁶ ou de Dominique Chagnollaud⁷ (par ordre chronologique). Dans leur majorité, ces travaux défendent le postulat selon lequel on assiste à une fonctionnarisation des élites gouvernementales en même temps qu'à une politisation de la haute fonction publique. Les cabinets ministériels offrent en cela un terrain d'étude propice, puisqu'ils se situent à la charnière du politique et de l'administratif⁸ et sont peuplés de hauts fonctionnaires.

1. « L'emprise de la haute administration sur le pouvoir exécutif apparaît comme la caractéristique essentielle du système politico-administratif de la Cinquième République », selon P. Birbaum, *Les Sommes de l'État. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, Paris, Seuil, coll. « Points essais », 1994 (éd. augmentée), p. 90.

2. Comme le rappellent P. Mathior et F. Sawicki, « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993) : recrutement et reconversion. 1) Caractéristiques sociales et filières de recrutement », *Revue Française de science politique*, 49 (1), 1999, p. 3-4.

3. IFSA-FNSP, *Les Superstructures des administrations centrales*, Paris, Cujas, 8, 1973, ainsi que F. de Baecque et J.-L. Quermone (dir.), *Administration et Politique sous la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po, 1982. J.-L. Quermone publia également sur le même sujet L'Appareil administratif de l'État, Paris, Seuil, 1991.

4. E. Suleiman, *Les Hauts Fonctionnaires et la Politique*, Paris, Seuil, 1976, et *Les Élités en France. Grands corps et grandes écoles*, Paris, Seuil, 1979.

5. P. Birbaum, *Les Sommes de l'État*, op. cit.

6. P. Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.

7. D. Chagnollaud, *Le Premier des ordres. Les hauts fonctionnaires (XVIII^e-XX^e siècles)*, Paris, Fayard, 1991.

8. Cf. les arguments développés par F. de Baecque et J.-L. Quermone (dir.), *Administration et Politique sous la Cinquième République*, op. cit., p. 10.

Précurseurs en ce domaine, la FNSP et l'IFSA encouragent chercheurs et hauts fonctionnaires à s'associer afin de créer une synergie entre les méthodes de la science administrative et les problématiques de la science politique⁹. Ce faisant, les deux institutions tentent de créer les conditions favorables à un processus de « rigidification scientifique¹⁰ » dont chacune des deux disciplines espère tirer profit. Pour autant, si l'on parvient aisément à distinguer l'optique de la science politique, la science administrative en question apparaît plus nébuleuse et sans réelle consistance méthodologique ou épistémologique¹¹ : tout au plus se trouve-t-on en présence d'une histoire administrative épistémologiquement sociologisante¹². Or, pareille orientation se répercute sur la nature des études conduites qui envisagent les cabinets comme la seule manifestation d'un phénomène administratif, pratiquent une sociologie des membres de cabinets de type « bottin administratif » et n'abordent que le fonctionnement administratif, les rapports entretenus avec les administrations, etc. En somme, aux yeux de ces auteurs, les états-majors ministériels n'existent que par la seule présence des hauts fonctionnaires, véritable cible des recherches entreprises.

9. Se reporter à l'introduction de IFSA-FNSP, *Les Superstructures des administrations centrales*, op. cit., ou encore à celle de F. de Baecque et J.-L. Quermone (dir.), *Administration et Politique sous la Cinquième République*, op. cit., p. 11 : « On doit admettre que, sans l'apport de la science administrative, les analyses et les interprétations que nous livre aujourd'hui la science politique s'avèreraient incomplètes. »

10. Ainsi avons-nous désigné le processus qui permet à une discipline académique de construire un développement auto-centré dans F. Vadiello, *Comment comprendre la Cinquième République ? À la croisée des lectures constitutionnaliste, historique et politiste*, Sarrebruck, Éditions universitaires européennes, 2010. Pour notre part, nous considérons cette catégorisation disciplinaire comme une commodité qui n'a non une valeur épistémologique, mais plutôt une fonction pragmatique de repérage entre les champs académiques.

11. J. Chevallier a cherché à pallier ces carences au travers d'une entreprise de systématisation interdisciplinaire, cf. *Science administrative*, Paris, PUF, coll. « Thémis », 2013 [5^e éd.].

12. L'étude de J. Sudek-Poydassescu, *INFA-FNSP, Les Superstructures des administrations centrales*, op. cit., « Les cabinets ministériels », en constitue un exemple manifeste tandis que G. Thuillier, « Les cabinets ministériels de 1815 à 1870 », et P. Legendre, « Les cabinets ministériels de la III^e République », se livrent à un exercice d'histoire administrative pure.

Toutefois, les conclusions tirées et les interprétations fournies suscitent des controverses scientifiques qui divisent la communauté scientifique. Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, notamment, se détournent de ces radiographies administratives et préfèrent inter-préter le cabinet comme l'élément de jonction entre l'État et les forces sociales dominantes. En son sein, les hauts fonctionnaires contribuent à accroître l'autonomie de l'État envers la société¹³. Les deux politistes récusent une vision individualiste des cabinets, qui privilégie la volonté et l'action, les passions et les désirs, et conduit de ce fait à une conception atomistique de la réalité sociale ainsi qu'à une étude psychologique des faits sociaux¹⁴.

Pour stimulante que soit cette interprétation, elle n'élargit guère le spectre d'intérêt jeté sur les entourages politiques. Car les deux politistes livrent à leurs lecteurs une nouvelle « étude empirique des élites politiques, administratives et économiques [...] ces nouvelles élites du pouvoir¹⁵ » et non une étude consacrée aux entourages politiques eux-mêmes. À nouveau, ces derniers sont réduits à certaines de leurs composantes ; les cabinets ministériels fournissent un support idoine pour conduire cette interrogation sur les élites contemporaines, un support dont on ne cherche pas à éclairer une nature pourtant irréductible à la présence de hauts fonctionnaires, au phénomène élitare.

Néanmoins, les événements politiques influent sur les recherches scientifiques : en effet, l'alternance de 1981 ouvre de nouvelles perspectives aux recherches, la gauche renouant avec le pouvoir d'État après vingt-trois années d'absence. À l'époque, on peut postuler un étiolement de son réseau dans la haute fonction publique, étiolement qui pourrait favoriser une transfiguration des sommets de l'État, une

13. B. Badie et P. Birnbaum, « L'autonomie des institutions politico-administratives. Le rôle des cabinets des présidents de la République et des Premiers ministres sous la Cinquième République », *Revue française de science politique*, 26 (2), 1976, p. 287.

14. B. Badie et P. Birnbaum, « Réponse à Jean-Luc Bodiguel », *Revue française de science politique*, 26 (2), 1976, p. 321.

15. P. Birnbaum (dir.), *Les Élites socialistes au pouvoir. Les dirigeants socialistes face à l'État (1981-1985)*, Paris, PUF, 1985, p. 9.

revanche de la société sur les élites. En substance, la question se pose de savoir si François Mitterrand et les socialistes en général vont mettre un terme à ce phénomène élitare maintes fois dénoncé¹⁶. Ce questionnement structure la démarche de Monique Dagnaud et Dominique Mehl dans *L'Élite rose*¹⁷ : les deux chercheuses affirment réaliser un « guide pour déchiffrer la sociologie du pouvoir à gauche [...] une contribution à la réflexion sur la formation-sélection des [nouveaux] dirigeants français¹⁸ ». Pareille ambition justifie d'avoir élu les cabinets ministériels comme principal support pour leur investigation. Or, leur conclusion est sans appel : l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas bouleversé la composition des sommets de l'État, on assiste bien à une reproduction de l'élite (sociologiquement démontrée), ainsi qu'à une politisation de la haute fonction publique, en même temps qu'à une fonctionnarisation du politique¹⁹. De fait, l'alternance déçoit les chercheurs en ce qu'elle ne leur fournit pas un terrain d'étude renouvelé, ce qui contribue à faire ensuite tomber cette question dans une relative désuétude²⁰. Or, la désuétude frappant la question des élites englobe aussi le sujet des cabinets ministériels, preuve supplémentaire de l'incapacité à penser l'objet indépendamment de cette problématique.

Au milieu des années 1990, quelques chercheurs réinvestissent la problématique des entourages politiques avec la volonté d'effectuer un bilan des connaissances, voire de réaliser de nouvelles enquêtes. Luc Rouban, en particulier, publie une série d'articles dans la *Revue administrative* consacrés, pour les trois premiers, aux cabinets

16. Cf. en ce sens l'introduction de F. de Baecque et J.-L. Quermonne (dir.), *Administration et Politique sous la Cinquième République*, op. cit., ou les interrogations de G. Thuillier, *Les Cabinets ministériels*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1982.

17. M. Dagnaud et D. Mehl, *L'Élite rose*, Paris, Ramsay, 1982.

18. *Ibid.*, p. 9.

19. *Ibid.*, p. 11.

20. P. Marthot et F. Saucier, « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France », art. cit., p. 4.

ministériels²¹ et, pour les trois suivants, à l'entourage présidentiel et primo-ministériel²². D'une manière générale, le chercheur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) dénonce la « tendance à trop simplifier des phénomènes complexes en les subsumant à des explications globales : [...] la concentration des élites répondrait d'une logique mécanique de la reproduction sociale où le pouvoir appelle le pouvoir. Les "énarques" dominant la vie politique et économique, quels que soient les changements introduits par les alternances²³ ». Il s'inscrit donc en faux contre la démarche de B. Badie et P. Birnbaum, et préfère plutôt s'orienter dans trois directions complémentaires²⁴ : il analyse l'évolution des flux de personnels et leur rôle dans les rapports entre les mondes politiques, administratifs et économiques ; il scrute la composition sociale de l'entourage et son engagement politique ; enfin, il tente d'éclairer l'éventuel bénéfice que constitue un passage par les sommets de l'État dans une carrière. En somme, son interrogation porte sur le poids heuristique attribuable aux institutions ou aux individus²⁵, sur les évolutions des rapports entre administration et politique, sur les mutations de l'État, de son mode d'action, et sur la nature du régime²⁶. La démarche de Luc Rouban, très quantitative²⁷, rappelle celle prônée par l'IFSA, tandis que sa problématique relève du champ de la science politique²⁸. Cependant, son intérêt se porte

21. L. Rouban, « Les cabinets ministériels, 1984-1996 », suite de trois articles, *Revue administrative*, 297, 1997, p. 253-267 ; 298, 1997, p. 373-387 ; 299, 1997, p. 499-509.

22. L. Rouban, « Les entourages de l'Élysée et de Matignon : 1974-1997 », *site de trois articles*, *Revue administrative*, 302, 1998, p. 317-324 ; 303, 1998, p. 420-426 ; 304, 1998, p. 530-537.

23. L. Rouban, « L'Inspection générale des finances, 1958-2000 : quarante ans de pantouflage », *Cahiers du Cevipof*, 31, 2002, p. 5.

24. L. Rouban expose sa démarche dans « Les entourages de l'Élysée et de Matignon : 1974-1997 », *art. cit.*, p. 317-318.

25. *Ibid.*, p. 537 : le chercheur pose le poids irréductible des institutions.

26. *Ibid.*, p. 420-426.

27. *Ibid.*, p. 530-537.

28. À ce propos, le lecteur consultera avec profit l'article de L. Rouban, « Ou vers la science administrative ? », *Revue administrative*, 301, 1998, p. 192-196, dans lequel il se présente comme un politiste pratiquant une forme des sciences administratives.

plus sur les individus « constituant les sommets de l'État²⁹ » que sur les cabinets eux-mêmes ; le questionnement demeure centré sur la haute fonction publique, sur les élites politiques³⁰, bien qu'avec des orientations théoriques opposées à celle de B. Badie et P. Birnbaum. Les titres mêmes de Luc Rouban dans les *Cahiers du Cevipof* attestent ce tropisme : « Les énarques en cabinets : 1984-1996³¹ », « Les préfets de la République : 1870-1997³² », « L'Inspection générale des finances : 1958-2000 : quarante ans de pantouflage³³ », ou encore « Le Conseil d'État, 1958-2008 : sociologie d'un grand corps³⁴ ».

Si Luc Rouban livre des études quantitatives d'une précision et d'une richesse jamais atteintes par ses prédécesseurs, il n'aborde pas les aspects qualitatifs qui permettraient d'affiner la vision de la composition des cabinets (agents recruteurs, politisation, trajectoires complètes, etc.) et, surtout, de traiter sur un pied d'égalité les profils des membres qui ne sont pas issus de la haute fonction publique. Or, comment comprendre la sociologie d'un cabinet si l'on ne se soucie pas de sa diversité ? D'ailleurs, dans une synthèse publiée en février 2012, Luc Rouban signale que sa démarche ne recourt guère à des éléments qualitatifs en raison « des moyens d'une recherche de nature sociologique³⁵ ». En d'autres termes, faute de moyens, il ne peut par exemple que supprimer la politisation ou la dépolitisation³⁶, élément pourtant capital ; il ne peut qu'évoquer un haut degré de confiance réciproque comme base de recrutement, sans approfondir le sujet³⁷ ; et, lorsqu'il tente d'aborder la question de la fidélité, il ne

29. L. Rouban, « Les entourages de l'Élysée et de Matignon : 1974-1997 », *art. cit.*, p. 317.

30. *Ibid.*, p. 319.

31. *Cahiers du Cevipof*, 17, 1997.

32. *Cahiers du Cevipof*, 26, 2000.

33. L. Rouban, « L'Inspection générale des finances », *art. cit.*

34. *Cahiers du Cevipof*, 49, 2008.

35. L. Rouban, « L'État à l'épreuve du libéralisme. Les entourages du pouvoir exécutif de 1974 à 2012 », *Revue française d'administration publique*, 142 (2), 2012, p. 470.

36. *Ibid.*, p. 483.

37. L. Rouban, « Les entourages de l'Élysée et de Matignon : 1974-1997 », *art. cit.*, p. 318.

la conçoit qu'au travers d'une proximité immédiate³⁸, là où l'étude d'un parcours serait nécessaire ; enfin, il postule une personnalisation des cabinets³⁹, sans étudier le processus de recrutement et l'activité des agents recruteurs. C'est donc un large pan de la sociologie des entourages politiques qui reste à écrire, au moyen d'une appréhension plus qualitative de la question.

Les deux importants articles de Pierre Mathiot et Frédéric Sawicki⁴⁰ n'ont guère comblé ce manque, car la méthode s'avère tout aussi quantitative, comme ils le revendiquent : « La sociologie quantitative des professionnels de la politique, [c'est-à-dire] l'étude statistique des divers processus sociaux et politiques de sélection aussi bien des principaux élus et dirigeants de partis politiques que des membres de leurs "entourages", (assistants parlementaires, membres de cabinets, etc.), [constitue] un terrain largement laissé en friche par la science politique française depuis une dizaine d'années⁴¹. » En conséquence, il s'agit pour eux d'ausculter le recrutement et les caractéristiques sociales des élites dirigeantes (socialistes en l'occurrence) afin d'œuvrer à une meilleure compréhension de l'origine des croyances des décideurs et de la structuration des réseaux politico-administratifs. À nouveau, les cabinets servent de support à une étude dont la clé de voûte réside dans un questionnement sur les élites et, à nouveau, c'est un biais quantitatif qui est adopté, en « préalable indispensable à toute démarche plus qualitative, [...] permettant notamment d'éviter les généralisations abusives fondées sur un nombre restreint d'entretiens ou d'observations⁴² ».

Ainsi, quand elles abordent l'étude des entourages politiques, les recherches politistes menées depuis les années 1970 se soucient-elles

38. *Ibid.*, p. 425.

39. *Ibid.*, p. 426.

40. Article cité et « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993), recrutement et reconversion. 2) Passage en cabinet et trajectoires professionnelles », Revue française de science politique, 49 (2), 1999, p. 231-264.

41. P. Mathiot et F. Sawicki, « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France », art. cité, p. 3.

42. *Ibid.*, p. 5.

presque exclusivement de la thématique des élites, de la haute fonction publique et recourent uniquement aux méthodes quantitatives. Dans cette optique, les cabinets ministériels deviennent en quelque sorte prétexte à étude : ils fournissent un terrain d'enquête propice, car ils sont au cœur des relations politico-administratives et sont peuplés de hauts fonctionnaires le plus souvent politisés. Le haut fonctionnaire (la partie) accapare toute l'attention au détriment du tout (le cabinet), en une sorte de synecdoque à visée scientifique. Quant aux travaux de sociologie *stricto sensu*, ils n'ont pas infléchi cette perspective : ainsi l'étude classique d'Alain Darbel et de Dominique Schnapper⁴³ ne conçoit-elle les cabinets qu'en ce qu'ils constituent une étape dans les trajectoires professionnelles au sein de la haute administration. Le constat dressé s'exacerbe lorsqu'on prend en considération le délaissement dont fait l'objet la présidence de la République, comme en témoigne le très faible nombre d'études consacrées au personnel de ce lieu de pouvoir⁴⁴.

Prémices d'une approche qualitative de l'entourage présidentiel

Fort du constat d'une carence dans la connaissance de l'entourage présidentiel, mais conscient des difficultés (notamment méthodologiques) qu'implique toute démarche qualitative, l'on a décidé de réaliser une enquête par questionnaire auprès de l'ensemble des conseillers élyséens ayant officié entre 1974 et 2002. Auparavant,

43. A. Darbel et D. Schnapper, Morphologie de la haute administration française, tome 1, Les Agents du système administratif, Paris et La Haye, Mouton and Co., 1969.

44. Nous dressons un inventaire de ces études dans notre thèse de doctorat, F. Vadillo, L'Élysée et l'exercice du pouvoir sous la Cinquième République. Le cas de la politique de lutte antiterroriste (1974-1997), thèse de doctorat, JEP Bordeaux, 2012 ; celui-ci compte une quinzaine d'études qui viennent s'ajouter aux articles publiés par L. Rouban ; parmi elles, seules six se consacrent – à des degrés variables – à la sociologie de l'entourage présidentiel.

une étude minutieuse des publications des *Journaux officiels* depuis 1974 a permis de dresser les organigrammes officiels et complets des présidences Giscard, Mitterrand et Chirac⁴⁵.

Le document envoyé mêle aspects quantitatifs et qualitatifs afin d'aborder, au-delà des études sociologiques classiques, la trajectoire professionnelle, le recrutement à l'Élysée, la relation nouée avec le président de la République, la politisation ou encore ce qui constitue le socle commun du travail élyséen, dans le but d'introduire des éléments d'appréciation affinés. Plus précisément, le questionnaire comprend six parties : l'état civil du conseiller ; celui de sa famille ; les études menées depuis le collège (enseignement public ou privé, lieu, enseignement supérieur, etc.) ; un résumé de sa carrière ; l'évocation de ses fonctions à la présidence ; l'étude de son mode de recrutement (agent recruteur, type de solidarité, degré de politisation, nature des relations avec le président). Puis, 43 questions explorent la vie de cabinet, le recrutement, les fonctions précises, le processus décisionnel, la relation fonctionnelle avec le président de la République, la relation au gouvernement, la trajectoire professionnelle ultérieure. Il s'agit de disposer d'une base sociologique de données unifiée dont nous maîtrisons le processus de collecte.

L'Institut François Mitterrand, par le truchement d'Hubert Védrine, de Gilles Ménage et de Georges Saunier, a apporté un extraordinaire concours en prenant à sa charge la création d'un site internet dédié à cette recherche et a mis à notre disposition le fichier d'adresses des conseillers. Hubert Védrine a de surcroît envoyé deux courriers explicatifs. Cette aide explique le taux de réponses très élevé : sur

45. Alors que René Rémond déclarait qu'*« un recensement exhaustif est pratiquement impossible »* (R. Rémond, « Introduction », dans R. Rémond, A. Cournot et I. Boussard, Quarante Ans de cabinets ministériels, De Léon Blum à Georges Pompidou, Paris, Presses de Sciences Po, 1982), jugeant le problème des membres officieux insurmontable. Or, le versement d'archives ou les fruits d'une enquête qualitative et d'entretiens permettent d'en dresser la liste, cf., à titre d'exemple, la liste complète qui figure dans le volume de présentation du fonds Giscard d'Estaing aux Archives nationales : P. Geneste (dir.), Archives de la présidence de la République Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), Paris, Somogy et Archives nationales, 2007. Cependant, nous avons fait le choix de ne pas inclure les conseillers officieux dans le panel de notre enquête sociologique.

110 conseillers (N = 130 ; 20 décès), nous comptons 78 réponses, soit un taux de 70,9%. Dans la même dynamique, l'on a proposé à l'association Avec le président Jacques Chirac d'appuyer une démarche similaire. Bertrand Landrieu, avec l'aval du président Chirac, a généralement signé deux courriers explicatifs aux conseillers chiraquiens et a mis à notre disposition son fichier d'adresses. Nous avons donc pris la décision de créer un site internet puis de réaliser des envois postaux. De la sorte, sur 60 conseillers concernés, 34 ont complété le questionnaire, soit un taux de réponses de 56,7%. Et pour la période 1974-1981, les Archives nationales, grâce à Pascal Geneste, ont dans un premier temps joué les intermédiaires avec le cabinet du président Giscard ; par la suite, l'action bienveillante de Jean-Charles Bédague a permis la signature d'un protocole d'accord. Sur les 39 conseillers visés (pour une population totale de 46 ; 7 décès) 23 ont apporté leur contribution, soit un taux de réponses de 59%. Enfin, la fréquentation assidue des sources imprimées (mémoires, témoignages, entretiens, etc.) et une centaine d'entretiens menés auprès des anciens conseillers élyséens ont permis de combler certains des défauts et angles morts d'une enquête par questionnaire.

La base ainsi constituée offre de nouvelles perspectives sociologiques concernant l'entourage présidentiel. S'il n'est pas possible ici d'en restituer la richesse, l'on peut néanmoins étudier les processus de recrutement, lesquels sont déterminants pour éclairer la question de la fidélité, celle de la politisation, et bien sûr la place relative des hauts fonctionnaires au regard des autres profils de conseillers.

La question du recrutement comme matrice sociologique

Lors de son installation à l'Élysée, Valéry Giscard d'Estaing appelle auprès de lui ses anciens collaborateurs du ministère des Finances⁴⁶ (14 conseillers sur 17, voir tableau 1). Cette décision accrédite l'idée

46. A posteriori, il exprime d'ailleurs des regrets : « J'ai commis une faute de jugement, au moment de mon installation à l'Élysée : j'ai amené avec moi la

d'un entourage très personnalisé et peut s'expliquer par trois facteurs cumulatifs : le premier procède de la croyance giscardienne selon laquelle une connaissance économique est l'essentiel pour gouverner le pays⁴⁷ ; par ailleurs, les habitudes de travail précédemment nouées se révèlent un cadre apaisant, alors que la mort inattendue du président Pompidou a profondément surpris les compétiteurs de la course à l'Élysée.

Tableau 1 : Évolution du profil des conseillers à l'Élysée sous Valéry Giscard d'Estaing

Date	Mai 1974	Mai 1975	Mai 1976	Mai 1977	Mai 1978	Mai 1979	Mai 1980
Nombre de conseillers	17	17	17	22	23	27	27
Anciens collaborateurs (= 82,3%)	14	14	12	10	9	5	5
	(= 82,3%)	(= 82,3%)	(= 70,6%)	(= 45,4%)	(= 39,1%)	(= 18,5%)	(= 18,5%)

Source : enquête par questionnaire réalisée par Florian Vaillio.

Cette équipe très resserrée a été choisie d'assez près par le nouveau chef de l'État⁴⁸ ; Yves Cannac – secrétaire général adjoint de la présidence entre 1974 et 1978 – fournit l'explication suivante : « Giscard était assez méfiant à l'égard des membres de son cabinet. Il ne demandait de conseils de ce type qu'à Jean Sérisé et, de temps en temps,

quasi-totalité de l'équipe avec laquelle j'avais travaillé jusque-là au ministère des Finances », V. Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la Vie*, tome 1, La Rencontre, Paris, Compagnie 12, 1988, p. 61 ; et l'ancien président de noter avec humour que même les membres de l'Élysée provenaient du ministère de la rue de Rivoli, *Ibid.*, p. 84.

47. Croyance récurrente du caractère saint-simonien de la République giscardienne que dénonce P. Birnbaum, *Les Somnams de l'État*, op. cit., p. 161. Or, Valéry Giscard d'Estaing finit par concéder : « Au niveau présidentiel, l'aspect politique des problèmes dépasse leurs [caractères] techniques », *Le Pouvoir et la Vie*, op. cit., tome 1, p. 64.

48. Dans leurs réponses à l'enquête, tous les conseillers recrutés en 1974 indiquent l'avoir été par Valéry Giscard d'Estaing lui-même, à l'exception de Jean-Pierre Ruault (qui signale le rôle joué par Jean Sérisé et Yves Cannac). Dans les développements qui suivent, par souci de lisibilité, tous les éléments exploités proviennent des réponses à notre enquête, sauf mention contraire.

au secrétaire général de l'Élysée ou à moi-même. [...] Le président connaissait lui-même beaucoup de fonctionnaires, il n'avait pas besoin de recommandation, il était très bien outillé pour ce genre de choix⁴⁹. »

De fait, l'entourage du président comporte des intimes (Jean Sérisé, Victor Chapot, Claude Pierre-Brossolette), des conseillers connus depuis la fin des années 1960 (Lionel Stoleru, Yves Cannac, Philippe Sauzay, Olivier Fouquet, Xavier Gouyou-Beauchamps, François Polge de Combret, Jean-Pierre Ruault), et seulement trois recrutés en 1973 (Jean-Daniel Camus, Jean-Pierre Dutet et Éliane Signorini appelés par Philippe Sauzay auprès de lui⁵⁰). À peine trois « nouveaux » font leur apparition : Gabriel Robin et René Journiac, héritage de l'équipe Pompidou, qui demeurent en poste par la volonté de Claude Pierre-Brossolette⁵¹ et en dépit de leur engagement gaulliste ; enfin, Pierre Richard est issu du cabinet de Christian Bonnet, un proche historique de Valéry Giscard d'Estaing⁵².

Néanmoins, dès 1976, la proportion de têtes connues s'effrite, et le président semble ne plus intervenir dans la composition de son entourage en dehors des postes les plus proches de lui, à l'instar de Jean François-Poncet (dont il fait la connaissance en 1975, qu'il nomme secrétaire d'État en 1976, puis secrétaire général de l'Élysée), de Jean-Philippe Lecat (son ancien secrétaire d'État aux finances), de Michel Bassi (journaliste connu en 1960 qui a publié une biographie de lui), de Pierre Hunt (vieux camarade de Janson-de-Sailly), de Bernard Rideau (qui a réalisé un film sur lui en 1974), de Jacques Wahl (un ancien de son cabinet qu'il a nommé dans la haute administration des finances), de Bernard Landouzy (sur proposition de Christian Bonnet⁵³) ou de Jean-Marie Poirier⁵⁴. De fait, alors que les conseillers recrutés en

49. Réponse d'Yves Cannac à l'enquête, corroborée par celle de Pierre Hunt.

50. Réponse de Philippe Sauzay.

51. Réponse de Claude Pierre-Brossolette à l'enquête sociologique, confirmée par celle de Gabriel Robin.

52. Nous n'avons pas réussi à collecter d'informations concernant Patricia d'Incelh.

53. Enquête sociologique de Michel Mosser.

54. L'intéressé fait partie des premiers gaullistes à rallier Valéry Giscard d'Estaing en 1974 ; par ailleurs, il lance à cette époque l'opération « 100 maires

1974 indiquent n'avoir proposé aucun nom de conseiller élyséen (à la naturelle exception de Claude Pierre-Brossolette et de Philippe Sauzay, respectivement secrétaire général et chef de cabinet), il en va différemment par la suite : Gabriel Robin recrute en toute liberté Jean-David Levitte sur une liste fournie par le Quai d'Orsay⁵⁵ ; Jean François-Poncet déclare s'adresser aux grands corps et sélectionner les meilleurs profils (Emmanuel Rodocanachi⁵⁶, Guy de Panafieu, Jacques Biot⁵⁷) ; Jean Sérisé recrute Philippe Aucouturier⁵⁸ et Charles Debbach⁵⁹ ; Jean-Philippe Lecat appelle François Archambault⁶⁰, Bernard Ségarra et Odile Warin ; Pierre Richard désigne en toute liberté son successeur Alain Lamassoure ; Pierre Hunt recrute Jean-Pierre Narnio ; Jacques Wahl nomme Patrick Leclery⁶¹.

Or, si à partir de 1976 le rapport personnel (et la fidélité qui peut l'accompagner) ne guide plus les recrutements, les opinions politiques ne semblent pas constituer un critère majeur. Ainsi, l'entourage giscardien comporte-t-il des gaullistes, qu'ils soient non convertis au giscardisme (Gabriel Robin⁶²) ou convertis (Philippe Sauzay⁶³, Jean-Philippe Lecat, Jean-Marie Poirier). La famille centriste non

gaullistes pour convaincre», évoqué dans J. Bothorel, *Un si jeune président...*, Paris, Grasset, 1995, p. 347.

55. Enquête sociologique de Gabriel Robin. La nomination de Christian Durheil de la Rochère emprunte sans doute la même voie. Toutefois, ce dernier ne restera en poste que sept mois.

56. Sur proposition de François Polge de Combrèl, comme le signale Emmanuel Rodocanachi dans ses réponses.

57. F. Tristram, « Un instrument politique assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique*, « Les entours des chefs de l'État de Mac-Mahon à Valéry Giscard d'Estaing », 8, 2009.

58. Enquête sociologique de Philippe Aucouturier ; Jean Sérisé ne connaissait pas le jeune sous-préfet que lui propose alors le ministre de l'Intérieur.

59. C. Debbach, *L'Élysée dévoilé*, Paris, Albin Michel, 1982, p. 5 et 8.

60. Enquête sociologique de François Archambault qui restera six mois à l'Élysée.

61. Sur recommandation de Louis de Guiringaud, enquête sociologique de Patrick Leclery.

62. Entretien du 20 septembre 2011 avec Claude Pierre-Brossolette.

63. Entretien du 27 février 2012 avec Philippe Sauzay.

giscardienne est aussi représentée (Jacques Biot⁶⁴, Odile Warin, Xavier Gouyou-Beauchamps⁶⁵, Jean François-Poncet⁶⁶). De surcroît, très peu de conseillers ont exercé des responsabilités au sein des Républicains indépendants, le parti de Valéry Giscard d'Estaing (Victor Chapot, François Archambault, Bernard Ségarra) ou ont participé au club Perspectives et Réalités (Éliane Signorini). D'autres proviennent même de la gauche (du mendésisme pour Jean Sérisé et Yves Cannac, de la SFIO pour Claude Pierre-Brossolette ou du SNES⁶⁷ pour Jean-Pierre Narnio). Cependant, la plupart dénie toute politisation et met en avant une compétence technique (François Polge de Combrèl, Jean-Pierre Rnault, Pierre Hunt, Bernard Landouzy, Patrick Leclery, Guy de Panafieu), comme le recrutement « sur liste » le laisse entendre ; d'autres avancent le même argument, mais reconnaissent une sympathie libérale (Philippe Aucouturier, Emmanuel Rodocanachi). Ils revendiquent d'autant plus aisément l'idéal technocratique du haut fonctionnaire apolitique que l'alternance de 1981 n'a pas encore révélé les clivages au sein de la haute fonction publique. Toutefois, fort peu de conseillers élyséens proviennent bien sûr de la gauche et en général, tous se convertissent au giscardisme⁶⁸. La conjonction de ces éléments brosse donc le portrait d'un entourage giscardien structurellement et politiquement plus complexe que ne le montraient les études quantitatives précédentes, ce qui ne laisse d'interroger sur la nature même des réseaux de Valéry Giscard d'Estaing, ce président minoritaire dans sa majorité. L'entourage giscardien apparaît même atypique, en comparaison avec ceux de François Mitterrand et de Jacques Chirac.

64. Selon J. François-Poncet, 37, quai d'Orsay. Mémoires pour aujourd'hui et pour demain, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 109.

65. Enquête sociologique de Xavier Gouyou-Beauchamps, qui vient de l'aile gauche du MRP.

66. Qui se définit comme « radical de centre gauche », J. François-Poncet, 37, quai d'Orsay, op. cit.

67. Le Syndicat national des enseignants de second degré.

68. La majorité des conseillers le reconnaît dans les réponses à l'enquête sociologique.

En effet, l'Élysée de François Mitterrand en mai 1981 est, au dire des intéressés eux-mêmes, une « bande de militants⁶⁹ » : sur les 36 conseillers nommés au cours de la première année, 25 appartiennent à la catégorie des fidèles de François Mitterrand (qu'ils soient ses amis, qu'ils travaillent avec lui de longue date ou qu'ils aient pris part à l'équipe de campagne) ; 7 des 11 collaborateurs restants ont été cooptés par Jacques Attali, Pierre Bérégovoy ou Jacques Fournier qui les connaissent personnellement⁷⁰. Jean-Claude Colliard évoque à juste titre « une bande de copains⁷¹ », choisie « d'assez près » par François Mitterrand, et poursuit : « Je crois qu'il y avait une double recherche à la fois de fidélité politique et de compétence⁷². »

Fort logiquement, 33 conseillers mitterrandiens font montre d'un engagement à gauche sans nuance : tous les courants du PS sont représentés à l'Élysée (« pour montrer qu'il n'y avait pas d'ostracisme⁷³ », s'amuse Jean-Claude Colliard) et côtoient des représentants de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) ou de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN). Seuls Gilles Ménage (chiracien modéré) et Gilles Vidal se distinguent (mais le diplomate, hérité de la précédente équipe, quitte l'Élysée dès juillet)⁷⁴. Les recrutements ultérieurs, s'ils privilégient de plus en plus des critères techniques de sélection, ne changèrent pas la tonalité politique militante de l'Élysée mitterrandien.

Concernant la période 1995-2002, une étude quantitative de l'Élysée chiracien laisse apparaître de prime abord le très grand poids de la

haute fonction publique ; toutefois, une démarche qualitative affine la compréhension et offre des explications qui s'éloignent des thèses de Pierre Birnbaum et Bertrand Badie, comme celles de Luc Rouban. En effet, devenu secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin reprend de constituer un entourage présidentiel à sa main pour mieux asseoir son autorité. Or, grâce à la passivité de Jacques Chirac (« Je ne me mêle pas de la composition de l'équipe de l'Élysée⁷⁵ »), il parvient à réduire la présence des fidèles historiques du président. Sur dix-sept conseillers nommés en mai 1995, huit font irruption dans l'entourage chiracien par la seule volonté du nouveau secrétaire général et découvrent le président de la République (Jean-David Levitte, Olivier Duthellier de Lamoignon, Catherine Colonna, Anne Duthilleul, Bernard Emié, Pierre Ménat, Jean-François Cirelli, François Delattre) : au sein de cette catégorie, cinq d'entre eux proviennent du Quai d'Orsay où Dominique de Villepin entretenait des réseaux nourris (Jean-David Levitte, Catherine Colonna, Bernard Emié, Pierre Ménat, François Delattre). Tous occupent des postes d'importance, puisqu'on compte parmi eux quatre des six conseillers techniques, le conseiller social et le porte-parole.

À l'opposé, l'on ne recense que huit « chiraciens historiques » recrutés par le président lui-même (Jean-Pierre Denis, Michel Dupuch, Claude Chirac, Manuela Isnard, Christine Albanel, Jean-François Lamour, Bertrand Landrieu, Annie Lhéritier)⁷⁶, auxquels s'ajoute Maurice Ulrich, hors de tout organigramme. Ce faible nombre s'explique par les efforts de persuasion déployés par Dominique de Villepin auprès de Jacques Chirac pour éviter que le chef de l'État ne s'entoure de conseillers issus de la mairie de Paris⁷⁷ ; seuls Jean-Pierre Denis, Christine Albanel, Jean-François Lamour et Annie Lhéritier échappent à cette règle.

69. *Entretien du 11 mai 2011 avec Jean Glauwanj.*

70. Nous ne disposons d'aucune information concernant Antoine Bonneton et Gérard Renon.

71. *Entretien du 5 janvier 2010 avec Jean-Claude Colliard.*

72. Jean Glauwanj, *entretien précité*, nuance : « Cela s'est sans doute sophistiqué du point de vue de la technique et de la compétence ». J. Attali, C'était François Mitterrand, Paris, Fayard, 2005, p. 70, insiste sur l'importance accordée par François Mitterrand au critère de la fidélité.

73. Temoignage de Jean-Claude Colliard, cité par F. Vadillo, « Prendre le pouvoir : le joli mois de mai 1981 », note de la Fondation Jean Jaurès, 26 avril 2011.

74. Pour de plus amples détails sur l'équipe de 1981, se reporter à F. Vadillo, L'Élysée et l'Exercice du pouvoir, op. cit., p. 430-432.

75. Cité par F.-O. Giesbert, La Tragédie du président Scènes de la vie politique (1986-2006), Paris, Flammarion, 2006, p. 281.

76. Comme le constate J. Chirac, Le Temps présidentiel, Mémoires 2, Paris, Nil, 2011, p. 33. L'ancien président qualifie Annie Lhéritier de « fidèle entre les fidèles », *Ibid.*, p. 35.

77. *Entretien du 22 octobre 2010 avec Bertrand Landrieu.*

En outre, si, comme le signale Bertrand Landrieu⁷⁸, le premier cercle demeure chiraquien, il n'occupe guère de fonctions en rapport avec l'activité gouvernementale : Annie Lherrier et Bertrand Landrieu gèrent l'intendance du palais de l'Élysée et les déplacements du président⁷⁹, Christine Albanel est conseiller technique en charge de la culture, Jean-François Lamour chargé de mission pour les questions sportives, Claude Chirac et Manuella Isnard supervisent les relations avec la presse, Michel Dupuch s'occupe de l'Afrique, tandis que Jean-Pierre Denis est secrétaire général adjoint mais démissionnera deux ans plus tard en raison de l'hostilité de Dominique de Villepin⁸⁰.

Dans l'année qui suit, cinq conseillers rejoignent l'Élysée sans véritablement modifier ces rapports de force : Olivier Échappé a été recruté par Bertrand Landrieu sur les conseils de Maurice Gourdaul-Montagne (intime de Dominique de Villepin) ; Bernard Niquet vient de la mairie de Paris, mais travaille auprès de Bernadette Chirac ; François Baroin et Élisabeth Hubert sont nommés chargés de mission auprès du président de la République, mais quittent rapidement l'Élysée (il s'agissait surtout de compenser leur départ du gouvernement Juppé) ; enfin, René Lenoir, intègre l'Élysée par fidélité à Jacques Chirac afin de le conseiller, en qualité de chargé de mission auprès du président de la République (pour les affaires intérieures, sociales et européennes)⁸¹. D'une manière générale, jusqu'en 2002, ce savant équilibre orchestré par le secrétaire général de l'Élysée sera peu ou prou maintenu.

Dominique de Villepin a donc réussi à structurer une équipe élyséenne dans laquelle ses réseaux se taillent la part belle ; grâce à ses relais médiatiques, il tentera d'accréditer l'idée selon laquelle ce renouvellement a été rendu inévitable par les nombreuses défections

78. *Entretien précité avec Bertrand Landrieu.*

79. *Année Lherrier (enquête précitée) décrit ainsi ses missions : « conception et organisation des sorties et déplacements présidentiels, des manifestations de toute nature en liaison avec le protocole ; courrier du président... »*

80. F.-O. Giesbert, *La Tragédie du président*, op. cit., p. 282 ; confirmé par N. Domenach et M. Szafan, *Le Roman d'un président. Le miraculé*, Paris, Plon, 2003, p. 66.

81. *Éléments d'information recueillis grâce à l'enquête précitée à laquelle ont répondu Olivier Échappé, Bernard Niquet et René Lenoir.*

subies, de 1993 à 1995, au profit d'Édouard Balladur ou par la constitution des cabinets ministériels en 1995⁸². L'affirmation, si elle est fondée pour les élites politiques, ne correspond pas à la réalité pour les réseaux administratifs. Mais, comme l'a démontré Annie Collovald, Jacques Chirac et les siens ont procédé à une réécriture de l'histoire après la victoire⁸³, allant dans le sens d'une plus grande héroïsation. Quoi qu'il en soit, la structure de l'Élysée chiraquien précède avant tout d'un enjeu de pouvoir interne à la présidence que seule une démarche qualitative permet de révéler.

En fin de compte, si les caractéristiques sociologiques quantitatives de l'entourage présidentiel sont désormais bien connues grâce aux précieux travaux de Luc Rouban, l'on a défendu ici l'idée qu'il était nécessaire de les compléter par une démarche qualitative, plus compréhensive. Car les données statistiques ne permettent pas à elles seules de saisir la complexité de l'Élysée, de sa structuration, de sa politisation, des enjeux de pouvoirs qui le parcourent. L'enquête sociologique par nous réalisée s'inscrit dans cette démarche et appelle à être poursuivie afin d'obtenir des taux de réponses encore supérieurs et, surtout, de dépolluer un riche matériau encore inexploité. Les éléments livrés dans ce chapitre à propos des dynamiques de recrutement incitent donc à approfondir le travail de rassemblement des réalités parfois éparées et opaques des entourages politiques de l'exécutif, afin d'apporter plus de lumière sur les « boîtes noires » qu'ils sont encore pour une bonne part.

82. À ce sujet, lire les commentaires de G. Ottenheimer, *Le Fiasco*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 77 (qui faisait pourtant état des faibles relais administratifs d'Édouard Balladur) et *Les Deux Nicolas*. La machine Balladur, Paris, Plon, 1994 ; R. Baugué et D. Sauerot, *Chirac président*. Les coulisses d'une victoire, Paris, Éditions du Rocher et DBW, 1995, p. 30, ou R. Baugué, *Chirac ou le Démon du pouvoir*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 39 et 87.

83. A. Collovald, *Jacques Chirac et le Gaullisme*. Biographie d'un héritier à l'histoire, Paris, Bélin, 1999, p. 14.